



Toutes et tous en grève le 1^{er} février !

Les récentes mobilisations en Essonne (Athis-Mons, Savigny, Palaiseau...) ont mis en lumière une profonde dégradation du climat scolaire dans les établissements. Cette dégradation perdure depuis des années et les organisations syndicales représentatives n'ont cessé d'interpeller la direction académique sur les situations dramatiques que vivent les personnels et les élèves des écoles, des collèges et des lycées essonniers.

L'Essonne voit son école devenir de plus en plus inclusive, ses classes de plus en plus chargées, mais les moyens qui sont alloués aux établissements sont d'une scandaleuse insuffisance.

L'Essonne connaît par ailleurs une pression démographique inédite qui pèse sur un bâti scolaire bien trop souvent inadapté tout en manquant de moyens humains.

L'Essonne concentre enfin un quart des rixes du territoire national et doit, selon les services de la préfecture, bénéficier d'une attention particulière.

Et pourtant :

Dans le 1^{er} degré, il est prévu, pour la rentrée 2024, plus d'une centaine de fermetures de classes et la création de seulement une dizaine de postes de remplaçants pour 813 écoles et 8200 enseignants, alors que les besoins sont criants. Par ailleurs, la présentation des moyens alloués aux établissements dans le 2nd degré révèlent que les mesures annoncées par le gouvernement conduisent à une politique indigne de tri scolaire et social. Enfin, le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignants, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs et aura un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves. En Essonne, la situation des centaines d'élèves non affectés chaque année dans la voie professionnelle ne s'améliorera pas avec l'ouverture des 4 classes prévues par le Rectorat.

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales de l'Essonne – qui, contrairement à la ministre, défendent l'école publique – exigent, à la hauteur des besoins grandissants, davantage d'ouvertures de classes, davantage de postes de remplaçants, une revalorisation des DGH des collèges et lycées du département, des créations de postes de CPE, de Psy-En, d'infirmières scolaires et d'assistantes sociales, des moyens supplémentaires en assistance éducative, des postes supplémentaires d'AESH et d'AED dont nous exigeons qu'ils obtiennent un statut, des places supplémentaires dans les établissements spécialisés.

C'est pourquoi, les organisations syndicales FSU, FNEC FP-FO, CGT Éducation, UNSA Éducation, SGEN-CFDT, appellent tous les personnels à se mobiliser par la grève et à rejoindre la manifestation parisienne à 14h à Luxembourg.

Évry, le 26 janvier 2024